

**QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT
LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
17	Liste des municipalités ou des villes de moins de 5 000 habitants qui se sont dotées de corps policiers municipaux ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers et liste de celles qui devront avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année.	1
18	Liste des municipalités ou des villes de 5 000 habitants ou plus qui se sont dotées de corps policiers municipaux ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers et liste de celles qui devront avoir recours à de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers et liste de celles qui devront avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année.	3
19	Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 1999-2000.	5
20	Liste des municipalités qui ont plus de 5 000 habitants mais qui n'ont pas de corps de police.	7
21	Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.	9

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

17. LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES VILLES DE MOINS DE 5 000 HABITANTS QUI SE SONT DOTÉES DE CORPS POLICIERS
MUNICIPAUX OU QUI ONT SIGNÉ DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES AUX CORPS
POLICIERS ET LISTE DE CELLES QUI DEVRONT AVOIR RECOURS À DE NOUVELLES ENTENTES
AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE

17. Liste des municipalités ou des villes de moins de 5 000 habitants qui se sont dotées de **corps policiers municipaux** ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux **corps policiers** et la liste de celles qui devront avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année.

Municipalité	Population	Date d'autorisation	Organisation policière ⁽¹⁾	Justification
Lebel-sur-Quévillon	3 557	99/09/22	Entente de desserte avec la Sûreté du Québec	Abolition
TOTAL (1 municipalité)	3 557			

Pour l'année 1999-2000, seule la Ville de Lebel-sur-Quévillon a été autorisée à abolir son corps de police afin d'être desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'une entente de services avec une MRC. Toutefois, la question du reclassement des policiers reste à finaliser. La prise en charge du territoire par la Sûreté est prévue pour l'été 2000.

Au cour de cette même période, le Ministère n'a reçu aucune autre demande de la part des municipalités de moins de 5 000 habitants à l'effet de créer leur propre corps de police.

En ce qui a trait à la liste des autres municipalités qui devront renouveler des ententes existantes ou avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année, le ministère n'est pas en mesure de fournir une telle liste puisque les ententes contiennent, pour la plupart, des clauses de renouvellement automatique et qu'il est de la responsabilité des municipalités de dénoncer les ententes existantes dans les délais prescrits (9 mois avant l'échéance) si elles veulent en revoir les conditions. Ainsi, le cas échéant, elle doivent soumettre à l'approbation du ministre les nouvelles ententes modifiées.

Considérant que depuis la réforme de l'organisation policière, la *Loi de police* prévoit que les municipalités de moins de 5 000 habitants sont desservies par la Sûreté du Québec afin notamment de stabiliser la carte policière du Québec, seules les municipalités dont la population est inférieure à 5 000 habitants ayant leur propre corps de police pourraient conclure de nouvelles ententes avec un corps de police autre que la Sûreté du Québec via une entente avec la MRC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

18. LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES VILLES DE MOINS DE 5 000 HABITANTS OU PLUS QUI SE SONT DOTÉES DE CORPS POLICIERS MUNICIPAUX OU QUI ONT SIGNÉ DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES AUX CORPS POLICIERS ET LISTE DE CELLES QUI DEVRONT AVOIR RECOURS À DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES AUX COPRS POLICIERS ET LISTE DE CELLES QUI DEVRONT AVOIR RECOURS À DE NOUVELLES ENTENTES AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE

18. Liste des municipalités ou des villes de 5 000 habitants ou plus qui se sont dotées de corps policiers municipaux ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers et la liste de celles qui devront avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année.

Municipalité	Population	Date d'entrée en vigueur	Organisation policière ⁽¹⁾	Justification
L'Ancienne-Lorette	16 390	99/12/09	Sainte-Foy	Consolidation
TOTAL (1 municipalité)	16 390			

(1) Le Ministère n'a reçu aucune demande de la part des municipalités de plus de 5 000 habitants à l'effet de créer leur propre corps de police.

En Décembre 1999, la Ville de L'Ancienne-Lorette concluait une entente de fourniture de services avec la Ville de Sainte-Foy concernant la desserte policière et la lutte contre les incendies de son territoire. Cette entente a eu pour effet l'intégration complète du corps de policiers pompiers de L'Ancienne-Lorette à celui de Sainte-Foy.

En ce qui a trait à la liste des autres municipalités qui devront renouveler des ententes existantes ou avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année, le ministère n'est pas en mesure de fournir une telle liste puisque les ententes contiennent, pour la plupart, des clauses de renouvellement automatique et qu'il est de la responsabilité des municipalités de dénoncer les ententes existantes dans les délais prescrits (9 mois avant l'échéance) si elles veulent en revoir les conditions. Ainsi, le cas échéant, elle doivent soumettre à l'approbation du ministre les nouvelles ententes modifiées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

19. LISTE DES MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC,
COPIE DES CONTRATS ET MONTANT FACTURÉ À CHACUNE D'ELLES POUR 1999-2000

19. Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune pour 1999-2000.

La réponse à cette question est la même que celle transmise pour répondre à la question 13 des questions particulières adressées au Ministère de la Sécurité publique, soit :

« Fournir les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 1999 et les prévisions pour 2000. »

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

20. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT PLUS DE 5 000 HABITANTS MAIS QUI N'ONT PAS DE CORPS DE POLICE

20. Liste des municipalités qui ont plus de 5 000 habitants mais qui n'ont pas de corps de police.

Depuis l'adoption de la *Loi modifiant la Loi de police et d'autres dispositions législatives* (loi 77), toutes les municipalités sont assujetties à la compétence d'un corps de police. Cependant, les municipalités énumérées dans le liste ci-dessous, bien qu'elles aient une population de plus de 5 000 habitants, ont été autorisées en vertu de l'article 64.0.1 à être desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre des ententes conclues avec les MRC.

Municipalité	Population 2000	Date d'entrée en vigueur	Organisation policière
Amqui	6849	13/02/1997	Autorisée à être desservie par la SQ
Baie Saint-Paul	7414		Desserte SQ, MRC Charlevoix
Beauceville	6507		Desserte SQ, MRC Robert-Cliche
Bécancour	11 666	13/02/1997	Autorisée à être desservie par la SQ
Buckingham	11 617		Desserte SQ
Chibougamau ⁽¹⁾	8730	04/03/1998	Abolition du corps de police pour une desserte SQ
Gaspé	16 312	13/02/1997	Autorisée à être desservie par la SQ
Des Ruisseaux	5490		Desserte SQ, MRC Antoine-Labelle
La Sarre ⁽¹⁾	8444	18/06/1998	Abolition du corps de police pour une desserte SQ
Lavaltrie ⁽²⁾	6537	02/07/1998	Autorisée à être desservie par la SQ
Louiseville	7911	13/02/1997	Autorisée à être desservie par la SQ
Mont-Laurier ⁽¹⁾	8105	23/10/1997	Abolition du corps de police pour une desserte SQ
Pont-Rouge	7090	09/07/1997	Autorisée à être desservie par la SQ
Rawdon ⁽²⁾	9005	07/10/1998	Autorisée à être desservie par la SQ
Rigaud	6061	13/02/1997	Autorisée à être desservie par la SQ
Sainte-Anne-des-Monts	5648	13/02/1997	Autorisée à être desservie par la SQ
Saint-Charles-de-Drummond	5590		Desserte SQ, MRC Drummond
Saint-Félix-de-Valois	5715		Desserte SQ, MRC Matamoras
Saint-Raymond	9067	23/09/1997	Autorisée à être desservie par la SQ
Total (19 municipalités)	153 758		

(1) Les municipalités, de Chibougamau, de La Sarre et de Mont-Laurier avaient, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi de police et d'autres dispositions législatives*, leur propre corps de police. Toutefois, elles ont été autorisées, conformément à l'article 64.0.1 de la *Loi de police*, à abolir leur corps de police afin d'être desservies par la Sûreté du Québec.

(2) Les municipalités, de Lavaltrie et de Rawdon avaient, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi de police et d'autres dispositions législatives*, une population inférieure à 5 000 habitants. Toutefois, à la suite de regroupements municipaux, ces nouvelles municipalités, bien qu'elles aient une population supérieure à 5 000 habitants, ont été autorisées, conformément à l'article 64 de la *Loi de police*, à être desservies par la Sûreté du Québec.

(3) Depuis le 1^{er} janvier 1999, la municipalité de Buckingham est desservie par la Sûreté du Québec, conformément à l'article 64.0.3 de la *Loi de police* dans le cadre d'une entente administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

21. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT UN CORPS DE POLICE MAIS DONT LES SERVICES RENDUS NE SONT PAS CONFORMES À CEUX PRESCRITS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES SERVICES POLICIERS DE BASE

21. **Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le *Règlement sur les services policiers de base*.**

Tous les corps de police municipaux respecteraient, selon les informations à la disposition du ministère de la Sécurité publique, les exigences du *Règlement sur les services policiers de base*.